

Les Organisations de la Société Civile (OSC) se félicitent des résultats du second tour des négociations sur les *Directives Volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers des terres, pêches et forêts* et invitent les gouvernements à conclure les négociations rapidement.

Rome, 17 Octobre 2011

Après une semaine intense de négociations, les OSC font un bilan positif des résultats obtenus: 74% du texte des Directives volontaires a été adopté, y compris des questions cruciales pour les organisations et les mouvements sociaux, par exemple, une forte approche de genre, la reconnaissance et la protection des systèmes fonciers coutumiers, de la tenure des forêts et des zones de pêche et la protection des défenseurs/défenseuses des droits des paysans/paysannes, des pêcheurs et des pêcheuses, des peuples autochtones et des éleveurs et éleveuses nomades ainsi que l'engagement de ne pas criminaliser les luttes sociales pour la défense de leurs ressources naturelles.

Le texte adopté reflète l'influence des mouvements sociaux et des OSC présents à ces négociations, qui ont rappelé aux gouvernements leur obligation de défendre leurs intérêts et de veiller à remplir leur responsabilités nationales et internationales en matière de droits humains. Le texte adopté démontre également l'importance de la présence des mouvements sociaux et des OSCs qui a permis d'aborder des thèmes importants habituellement négligés.

La semaine dernière, les OSC ont remis au président du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) l'Appel de Dakar contre l'accaparement des terres, signé par 870 organisations à travers le monde. Les OSC demandent que le texte de cet appel soit pris en compte dans le cadre des négociations et qu'une déclaration soit faite pour demander l'interdiction de l'accaparement des terres, appelant à une interdiction mondiale des accaparements de terre et à des systèmes de production alimentaire locaux contrôlés par les producteurs à petite échelle eux-mêmes.

Toutefois, les propositions ces propositions ainsi que d'autres revendications des OSC font face à une forte résistance et de manoeuvres dilatoires de la part de plusieurs gouvernements.

En dépit du marathon de négociations et l'esprit constructif démontré par toutes les parties, il n'a pas été possible de mener à terme les négociations, principalement en raison de la complexité des sujets abordés. Plusieurs questions épineuses telles que celles relatives aux investissements dans l'agriculture demeurent ouvertes.

Lors de sa 37^e réunion, le CSA décidera de la date de la reprise des négociations. Les OSC exhortent le CSA et les gouvernements à conclure dès que possible les négociations, sans les relancer sur les parties du texte déjà adoptées.